

ET SI GORBATCHEV ÉTAIT SÉRIEUX APRÈS TOUT...

Il semble que les dirigeants soviétiques, y compris les militaires, acceptent le diagnostic de Gorbatchev sur les maux du pays et qu'il n'y ait à leurs yeux d'autre choix que d'essayer d'y remédier.

PAR GEOFFREY PEARSON

LA PLUPART DE CEUX QUI étudient l'évolution de l'Union soviétique reconnaissent maintenant que des changements importants sont en train de se produire dans ce pays. Les principales questions que l'on se pose dès lors concernent l'orientation de ce changement, sa durée et son incidence sur la stabilité mondiale. Au cours d'un récent voyage en URSS, j'ai pu m'interroger sur ces questions.

Il est essentiel de bien s'entendre sur la signification des mots «changements importants». Pour décrire son programme, M. Gorbatchev a dit que c'était «une réorganisation révolutionnaire de tous les volets de la vie de la société socialiste» et «le pas le plus important franchi depuis la révolution d'Octobre sur le chemin de la démocratie socialiste». Peut-être exagère-t-il un peu, mais une réalisation ne serait-ce que partielle de ces objectifs représenterait effectivement un changement important. Sur le plan intérieur, le programme est orienté vers une décentralisation du processus décisionnel en matière économique, vers l'introduction de facteurs incitatifs au profit des agriculteurs et des petites entreprises, vers l'élargissement du bassin de candidats susceptibles d'occuper une charge publique, vers la modification des lois concernant la dissidence et l'émigration, vers une plus grande liberté culturelle et scolaire, et vers un réexamen de l'histoire soviétique. Aux fins de la politique étrangère, le programme de M. Gorbatchev vise à substituer les concepts de survie humaine et d'interdépendance à la doctrine de l'agression «impérialiste» et de la guerre internationale des classes.

Ces objectifs sont-ils en train de se réaliser? Il est encore trop tôt pour dire si la reconstruction de l'économie soviétique pourra s'accomplir sans le démantèlement du système central de planification; par ailleurs, il faudra sans doute attendre quelques années avant que les réformes partielles entreprises jusqu'ici don-

nent des résultats. En fait, l'économie semble plutôt ralentir que croître. Les biens de consommation sont rares, bien que, dans le domaine des services (celui de la restauration, par exemple) les consommateurs bénéficient d'une concurrence plus vive sur le plan des prix. La viande et les légumes sont toujours aussi difficiles à trouver à Moscou, et il est peu probable que la distribution de la nourriture en général s'améliore tant que les agriculteurs ne seront pas encouragés à commercialiser leurs produits et qu'ils n'auront pas les moyens de ce faire. La réforme des prix pourrait bien être la clef du changement, et cette question sera au coeur du débat politique au cours des prochains mois. Si l'on veut par-



venir, ne serait-ce que partiellement, à limiter la fixation des prix, il faudra aussi relâcher l'emprise de la bureaucratie. Or, c'est là une perspective que soulève des questions fondamentales sur le rôle du Parti communiste pour ce qui est de régulariser le rythme du changement.

Les questions de ce genre commencent à être abordées en public. La presse relate de nombreux cas de corruption et d'indifférence dans les milieux officiels, et le théâtre devient une tribune où s'expriment protestations et critiques. Les dirigeants du Parti demeurent cependant à l'abri des attaques directes, et il semble que ce soit pour cette raison que le

chef du Parti à Moscou, M. Boris Yeltsin, ait été rétrogradé à la fin de l'année dernière. De toute évidence, la *glasnost* a ses limites, tout comme le changement socio-économique. Mais pour quiconque a connu la conformité intellectuelle typique des dernières années de l'ère brejnevienne, l'ampleur du changement est remarquable. Il est difficile de croire que cela n'entraînera aucune mutation du processus politique et que l'opposition aux politiques du Parti ne pourra pas trouver des moyens d'expression plus vastes et plus

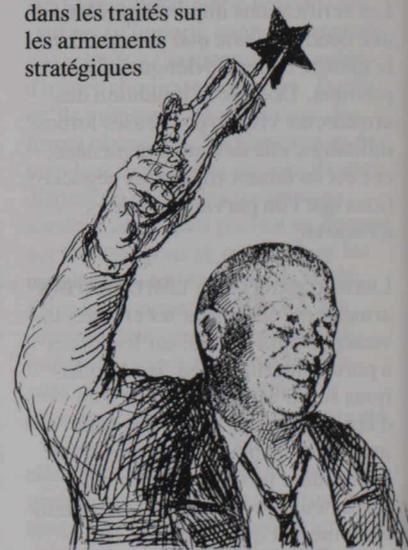


variés. Au Congrès spécial du parti qui aura lieu en juin, on ne déclarera certes pas l'Union soviétique État pluripartite, mais on reconnaîtra peut-être que la *glasnost* doit s'appliquer au processus politique aussi bien qu'à la presse.

Certains soutiennent qu'un changement de ce genre, bien qu'important, n'est pas fondamental et que le régime socialiste ne pourra jamais s'assimiler à notre démocratie pluraliste traditionnelle. Les dirigeants soviétiques le reconnaissent, effectivement; cependant, dire ou laisser entendre que, sans changement fondamental, l'Union soviétique demeurera un État expansionniste (un «adversaire brutal»), comme le disait un porte-parole américain)

avec lequel l'Occident ne peut pas espérer nouer des relations de confiance, voilà qui est excessif!

M. GORBATCHEV N'A PAS INVENTÉ DE toutes pièces la nouvelle orientation que l'URSS donne maintenant à sa politique étrangère. À l'époque de Khrouchtchev, on s'efforçait déjà de stabiliser les relations Est-Ouest et de réduire les lourdes dépenses militaires. La réalisation de la parité nucléaire stratégique avec les États-Unis à la fin des années 1960 a entraîné l'abandon du concept selon lequel l'URSS pouvait remporter une guerre nucléaire, et l'adoption de la notion d'«égalité et de sécurité mutuelle». Cette notion s'est principalement exprimée dans les traités sur les armements stratégiques



conclus dans les années 1970. Cependant, l'URSS considérait toujours qu'elle était justifiée d'encourager les mouvements de «libération nationale» et la guerre des classes dans le tiers-monde; combiné au fait que les Américains se méfiaient des intentions soviétiques, cela a miné fondamentalement la détente même avant l'invasion de l'Afghanistan en décembre 1979.

M. Gorbatchev s'est inspiré du patrimoine laissé par Khrouchtchev, mais il a manifesté plus de déter-